

# UNE ASSURANCE AGRICOLE POUR PALLIER LES ALÉAS CLIMATIQUES AU BURKINA FASO

Haoua Ouattara





Pour faire face à la vulnérabilité des producteurs agricoles au Burkina Faso, Oxfam Intermon, en partenariat avec la Fédération des professionnels agricoles du Burkina Faso (FEPAB), a initié un projet pilote d'appui à la valorisation des produits agricoles locaux (PAVPAL), financé par la Junta de Andalucia, de 2012 à 2016. Composante de ce projet, l'assurance agricole basée sur le modèle du Global Index Insurance Facility (GIIF) visait à réduire les risques liés aux aléas climatiques auxquels sont confrontées les exploitations familiales.

Essentiellement pluviale et saisonnière, l'agriculture burkinabé repose principalement sur les cultures de rente et les cultures vivrières céréalières telles que le mil, le sorgho ou le maïs. La production agricole en général, et céréalière en particulier, est caractérisée par des performances assez limitées, voire des tendances à la baisse. Cela s'explique par l'irrégularité de la pluviométrie accentuée par les changements climatiques (sécheresses et inondations) compromettant les rendements des cultures et exposant ainsi les producteurs à l'insécurité alimentaire et au risque de non-paiement des crédits de campagne. Cela a pour effet un appauvrissement des exploitants familiaux, qui ne parviennent pas à effectuer les remboursements des différents crédits contractés.



L'environnement agricole national est quant à lui caractérisé par un faible niveau de prise en compte de la problématique du financement de ces exploitations familiales dans les politiques et programmes de développement rural, mais aussi par l'inexistence de l'assurance agricole au niveau des politiques agricoles. C'est dans ce contexte que le programme GIIF a été mis en œuvre. Ce programme de la Société financière internationale (SFI) consiste à soutenir le développement de l'assurance indicielle dans les pays en développement.

### **Un projet pionnier au Burkina Faso**

Le projet pilote GIIF a pour objectif d'apporter des solutions d'assurances innovantes au secteur agricole en Afrique. Le but est de permettre aux populations vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire de gérer les risques financiers liés à leurs activités agricoles. Il permet de mettre à la disposition des producteurs et exploitations familiales un outil pour la gestion des risques climatiques. Le programme est initié pour faire face aux aléas climatiques, aux difficultés d'accès aux produits et aux services financiers offerts par les IMF du fait de l'importance des risques. Ce projet pilote d'assurance agricole est le premier du genre au Burkina Faso pour pallier les aléas climatiques et offrir un système de sécurisation des producteurs.

*Couverture Distribution de kits*

*Ci-contre L'assurance agricole est une nouvelle expérience dans le monde agricole au Burkina Faso*

À droite Le projet a permis l'accompagnement des producteurs et femmes productrices de niébé avec des techniques agricoles



Dans le cadre de son opérationnalisation, un accord tripartite de partenariat a été signé entre Oxfam, PlaNet Guarantee et la FEPAB en 2012 pour une durée de trois ans. Cet accord vise à formaliser le cadre de collaboration entre les trois partenaires en vue de la formation, de la sensibilisation et de la distribution d'un produit d'assurance indicielle auprès des organisations paysannes. C'est ainsi qu'à travers le projet PAVPAL, une composante assurance agricole a été initiée. Plusieurs activités ont été réalisées telles que les sessions de formation des acteurs, les campagnes de sensibilisation des producteurs ainsi que leur souscription à l'assurance et les ateliers bilans. Cette souscription est volontaire et individuelle, les producteurs étant libres de souscrire en fonction de leur revenu.

L'assurance agricole est une nouvelle expérience dans le monde agricole au Burkina Faso. Elle permet d'améliorer l'accès aux crédits par les producteurs mais aussi d'intensifier leur production. Pour mettre en place ce dispositif, il s'est avéré nécessaire de mobiliser les ressources (experts, données satellitaires, etc.) dès le départ. Une fois la saison terminée, les indemnités sont calculées d'après une formule linéaire basée sur la somme des précipitations de chaque décade. Trois niveaux de garanties ont été définis (phase de germination, floraison et maturation) estimées toutes à 80 % de la somme assurée. En effet, le système d'assurance indicielle est rentable (les primes couvrent les indemnités et les frais de gestion), mais son développement et sa mise en place sont extrêmement coûteux. Bien que ces coûts soient amenés à diminuer avec le temps, rien ne garantit que les bénéfices dégagés parviennent un jour à couvrir ces frais et rendent l'assurance indicielle plus intéressante financièrement que l'assurance classique.

## **1 665 producteurs indemnisés**

Les résultats obtenus se sont révélés satisfaisants pour la plupart des acteurs. En effet, on note une bonne appropriation du processus par les acteurs ainsi qu'une bonne connaissance de la spécificité et des avantages de l'assurance indicielle par les organisations paysannes (OP). Cette connaissance de l'assurance agricole s'est traduite par un nombre élevé d'adhérents (8 931 souscriptions dont 1 730 souscriptions féminines toutes années confondues) et par la prise de conscience par ces derniers que leur souscription ne constituait pas une perte s'ils ne subissaient pas de sinistres puisqu'elle contribuait à sauver d'autres producteurs dans d'autres contrées. Le projet a permis l'accompagnement des producteurs et femmes productrices de niébé avec des techniques agricoles et la possibilité d'obtention de crédits intrants. Au total, 1 665 producteurs ayant subi des poches de sécheresse en 2013, 2014 et 2015 ont été indemnisés. Ceux qui avaient contracté un crédit de plus de 200 000 FCFA ont reçu un remboursement compris entre 60 % et 75 % dudit montant.

Une meilleure connaissance de l'assurance agricole, le nombre important de producteurs et productrices formés et sensibilisés, de membres d'équipe et de participants impliqués dans le processus ainsi qu'un renforcement des capacités de Oxfam et FEPAB en matière d'assurance agricole ont constitué des facteurs de réussite de l'expérience au Burkina Faso.

## **Témoignage**

« J'ai rencontré des difficultés du fait du manque de pluie pendant la campagne. S'il y a une baisse de rendement, nous essayons de la combler par la vente des biens pour rembourser les crédits agricoles. Par exemple, j'ai vendu mon cheptel (quatre têtes de petits ruminants) pour 330 dollars. J'ai été très surpris lorsque l'assurance est venue m'apporter la nouvelle des indemnités dans mon village. J'apprécie maintenant l'assurance récolte et souhaite que les promesses faites sur l'indemnisation soient effectives. Cela permettra à tous les producteurs qui étaient réticents au départ, comme moi, d'adhérer au produit. »

Barthélémy Kohoun, membre de la FEPAB et président de la section provinciale du Mouhoun

# L'assurance agricole est une nouvelle expérience dans le monde agricole au Burkina Faso. Elle permet d'améliorer l'accès aux crédits par les producteurs mais aussi d'intensifier leur production.

---

## **Des résultats mitigés**

Malgré ces résultats positifs, nous avons constaté un désintérêt des producteurs vis-à-vis de l'assurance agricole à un certain moment du processus. Nous sommes passés de 1 636 adhérents en 2013 à 1 408 en 2014, soit un taux de déperdition de près de 7 %. À la fin du projet, en 2017, nous n'avons pas enregistré d'adhésion car les producteurs ont lié leur souscription à la suite du projet qui n'a pas été bien définie. À partir de la deuxième année, les producteurs notent une indemnisation faible ou inexistante lors de la survenue de poches de sécheresse. En effet, le sinistre étant rapporté à la zone et non à l'individu, les producteurs victimes n'étaient pas systématiquement dédommagés, ce qui a constitué une source de démotivation. En outre, les producteurs ont lié l'assurance à l'accès aux intrants et donc, sans appui en intrants, ne voulaient plus y adhérer. Il y a également eu une discordance entre les données satellitaires sur la météo et les réalités du terrain.

Le projet GIIF a donc rencontré plusieurs défis liés d'une part au fait que l'assurance agricole ne couvrait pas tout le spectre des risques agricoles (non prise en compte des risques liés aux attaques par les chenilles légionnaires, les oiseaux ravageurs, les inondations, etc.) et à son inadéquation avec les réalités du terrain (période de souscription non adaptée car coïncidant avec le moment où les producteurs n'ont pas

suffisamment d'argent disponible ; manque d'un dispositif pour constater le sinistre sur place et dédommager l'assuré). Liés d'autre part à un certain désintérêt des producteurs (qui s'est traduit par une diminution des adhésions pour certaines années), notamment en raison d'une mauvaise compréhension des critères d'indemnisation et de l'absence de subvention des primes d'assurance jugées trop onéreuses, ainsi qu'un manque d'engagement des pouvoirs publics (absence de politique nationale d'assurance agricole).

## **Témoignage**

« Je m'appelle Madame Sanou, née Adjara Dao. Je suis membre de la FEPAB et productrice à Bédougou. J'ai souscrit à l'assurance agricole Niébé car cela nous aide en cas de sécheresse. J'ai connu des membres qui ont été indemnisés. Avant l'assurance agricole, il n'y avait rien et on travaillait à risque. Je suis prête à sensibiliser les autres producteurs sur les bienfaits de l'assurance. Cependant, je voudrais que l'on puisse revoir les périodes de souscription afin d'éviter qu'elles coïncident avec l'achat des intrants et tenir compte des villages éloignés. »

Adjara Sanou, membre de la FEPAB et productrice à Bédougou





*Ci-dessus Les résultats obtenus se sont révélés satisfaisants pour la plupart des acteurs*

## **Conclusion**

Au terme des trois années de collaboration, les résultats atteints dans le cadre du projet GIIF sont plutôt mitigés. Cependant, la capitalisation de cette expérience nous paraît intéressante. En premier lieu, elle a apporté plusieurs innovations, à commencer par l'idée d'amener l'assurance sécheresse dans les parties du pays les plus soumises à ce risque et d'introduire l'assurance inondation dans les zones plus arrosées. La mise en place progressive du système d'assurance, d'abord avec le maïs puis avec le niébé, l'intégration de la prime de l'assurance agricole dans le crédit intrant et l'utilisation d'indice rendement sur le maïs, comme c'est actuellement le cas avec le coton, ont également constitué des innovations. Enfin, l'introduction des pluviomètres automatiques pour permettre un bon suivi des données pluviométriques fut novatrice.

Deuxièmement, cette expérience nous a permis de tirer plusieurs enseignements. Il est essentiel que l'assurance agricole soit mieux adaptée aux besoins des producteurs, tienne ses promesses envers ces derniers, et intègre un dispositif permettant de constater les sinistres au plus près de la réalité afin d'éviter les

contestations. La sensibilisation des producteurs est en outre nécessaire pour dissiper les réticences à l'égard des innovations apportées. Par ailleurs, la collaboration entre les organisations de producteurs et les structures en charge de l'assurance agricole sur le terrain doit être plus étroite et transparente. Le lien entre assurance agricole et investissement agricole (crédit agricole, accès aux intrants et aux équipements agricoles) doit être fait. Enfin, nous devons tenter de convaincre les décideurs politiques de la nécessité d'une plus grande implication de l'État dans le développement de l'assurance agricole.



**Haoua Ouattara** est responsable Planification, suivi, évaluation, apprentissage et redevabilité chez Oxfam Intermon.

[haoua.ouattara@oxfam.org](mailto:haoua.ouattara@oxfam.org)

Cet article présente les résultats d'un des projets menés dans le cadre du processus « Capitalisation des expériences au service du développement rural », mis en œuvre par le CTA, la FAO et l'IICA avec le soutien financier du FIDA.  
<http://experience-capitalization.cta.int>

Pays : Burkina Faso  
Région : Afrique de l'Ouest  
Date de publication : Mars 2019  
Mots clés : assurance agricole, assurance indiciaire, GIIF, sécurité alimentaire, production agricole